3,00€ jeudi 30 septembre 2021 LE FIGARO – N° 23 984 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement Dernière édition

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

ENQUÊTE

LES GRATTE-CIEL EN BOIS FLEURISSENT EN SCANDINAVIE PAGE 16

LE FIGARO LITTÉRAIRE

MODIANO, ROMANCIER ET PERSONNAGE DE ROMANS

NOTRE SUPPLÉMENT

MAJORITÉ
Entre Bayrou et Philippe, une inamicale concurrence
PAGES 6 ET 7

ÉTATS-UNIS
Les principaux responsables militaires contredisent Biden sur le retrait afghan PAGE 9

TUNISIE
Une femme chargée de former le gouvernement
PAGE 10

BIOÉTHIQUE
Âge limite, congélation des ovocytes : le nouveau mode d'emploi de la PMA PAGE 11

BIODIVERSITÉ
Les oiseaux ont investi les villes confinées PAGE 13

AÉRONAUTIQUE
L'A220, le pari réussi d'Airbus PAGE 22

CHAMPS LIBRES
- Les chroniques d'Alexandre Devecchio et de Luc Ferry
- Le tête à tête de Charles Jaigu
- Un entretien avec Vincent Tournier
- La tribune d'Adrien Louis
- L'analyse de Pierre Avril
PAGES 17 À 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mercredi :
Croyez-vous à un risque de conflit militaire entre les États-Unis et la Chine ?

OUI	NON
44 %	56 %

TOTAL DE VOTANTS : 55 318

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Pensez-vous que la restriction sur les visas réduira l'immigration clandestine en provenance du Maghreb ?

SARA KULTURHUS

Éolien ou nucléaire : l'énergie dans la bataille présidentielle

Selon notre sondage Odoxa-Backbone Consulting, l'image de l'éolien se dégrade fortement dans l'opinion alors que celle du nucléaire s'améliore. Le débat s'invite dans la campagne.

Au lendemain du second tour de la primaire des écologistes, à la veille de la présidence française de l'Union européenne et à l'aube de l'élection de 2022, les questions environnementales s'invitent dans le débat public. Notamment celles qui ont trait au nucléaire – sujet clivant s'il en est –, sur lequel la classe politique peine à adopter un discours nuancé. La question des éoliennes, elle aussi, prend toute sa place dans la campagne. Xavier Bertrand mais aussi Marine Le Pen ont dit très tôt leur vive hostilité à cette énergie qu'ils jugent à la fois insuffisamment performante et destructrice du paysage. À l'autre bout de l'échiquier politique, Yannick Jadot, désormais candidat à la présidentielle, tient un discours inverse. Comme la socialiste Anne Hidalgo. Du côté de l'exécutif, on tente comme toujours de miser sur un « en même temps » qui ne convainc guère.

→ L'IMAGE DE L'ÉOLIEN SE DÉGRADE FORTEMENT EN FRANCE → À OLÉRON, UN « NON FERME ET DÉFINITIF » AU PARC OFFSHORE → LA CRISE ÉNERGÉTIQUE MET À MAL LA STRATÉGIE DU TOUT-RENOUVELABLE → EN ALLEMAGNE, LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE CHERCHE UN NOUVEAU SOUFFLE PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL

SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

L'hommage de la nation au sergent Maxime Blasco

Emmanuel Macron a rendu un hommage national, mercredi aux Invalides, au soldat du 7e BCA mort au Mali lors d'un combat avec un groupe djihadiste. Le caporal-chef Blasco a été élevé au grade de sergent à titre posthume. PAGE 5

Cinéma, musique, théâtre... les prix de la culture s'envolent

Alors que le public retrouve le plaisir des sorties culturelles après presque un an et demi de privations, il découvre que les prix ont souvent flambé. Concerts, théâtre, expositions sont tous concernés. Contre-productives, ces hausses n'aident pas à remplir les salles à l'heure où les trésoreries sont au plus bas. Seuls les artistes rares et les concepts luxueux au cinéma, les deux très chers, font le plein. PAGE 32

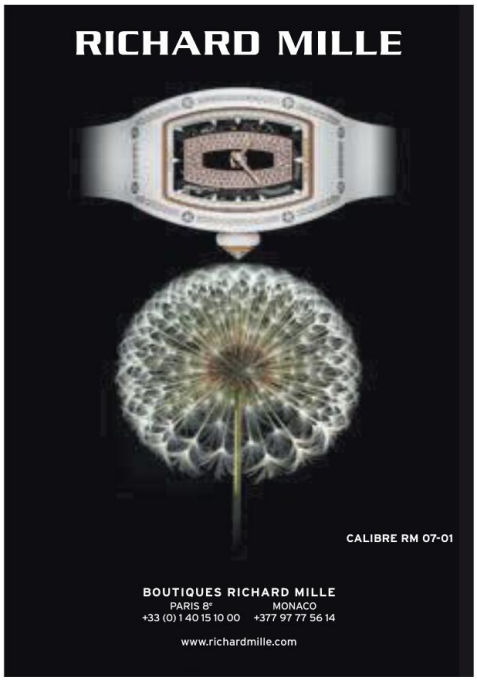
ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle gdecapele@lefigaro.fr

Masochisme énergétique

Il y aurait mille raisons de s'inspirer du modèle allemand, sur lequel notre voisin a bâti sa puissance économique. Lui a su, par exemple, fortifier son industrie face à l'ogre asiatique, pendant que nous laissions nos entreprises et nos usines dépérir. Lui encore est parvenu à gérer ses comptes publics au cordeau malgré les crises, tandis que nous nous noyions dans un océan de dettes et de déficits. De sa politique économique performante, nous n'avons rien retenu pour améliorer la nôtre. Mais, par un inexplicable mystère, nous avons en revanche décidé de le suivre – heureusement moins brutalement – dans son aventureuse politique énergétique consistant à se retirer du nucléaire pour se convertir au renouvelable. Le résultat est un fiasco. Dix ans après sa décision radicale de stopper ses réacteurs, l'Allemagne, couverte d'éoliennes, est contrainte de recourir massivement aux énergies fossiles (gaz, charbon…) pour s'éclairer, se chauffer et faire tourner ses usines. Le champion autoproclamé de l'écologie est devenu le plus grand pollueur d'Europe. Il se trouve par la même occasion l'otage de la Russie, son principal fournisseur de gaz. Et, pour compléter le tableau, les Allemands paient leur facture d'énergie plus cher que partout ailleurs.

Nous n'en sommes heureusement pas encore là. Ici, le développement anarchique des éoliennes se heurte à une ferme opposition et devient un sujet politique. Sans même parler de la défiguration des paysages et de leurs multiples nuisances, l'actuelle flambée des prix du gaz et de l'électricité invite sérieusement à la réflexion. Grâce à quelques dirigeants visionnaires, la France a la chance de bénéficier d'un parc nucléaire considérable, qui produit en abondance une énergie décarbonée et peu chère. Par idéologie – masochisme ? –, nous avons décidé de réduire fortement sa part dans le « mix énergétique », comme disent les spécialistes, pour nous en remettre aux caprices du soleil et du vent. Tout cela est-il bien raisonnable ? ■

> Est-il bien raisonnable de s'en remettre aux caprices du vent ?



M 00108 - 930 - F: 3,00 €

AND : 3,20 € – BEL : 3 € – CH : 4,20 FS – CAN : 5,70 SC – D : 3,60 € – A : 3,60 € – ESP : 3,20 € – Canaries : 3,20 € – GB : 2,90 £ – GR : 3,40 € – DOM : 3,20 € – ITA : 3,30 €
LUX : 3 € – NL : 3,40 € – PORT.CONT : 3,30 € – MAR : 23 DH – TUN : 4,40 DT – ZONE CFA : 2.400 CFA ISSN 0182.5852

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

« Oui, il y a une nécessité absolue de déployer l'éolien en France face à l'urgence climatique, à un moment où beaucoup cherchent à politiser, cliver, polémiquer autour de ce sujet. Soyons clairs : je ne parle pas du débat citoyen, toujours utile (...). Non, je parle bien de campagnes de désinformation sur l'éolien alimentées avec cynisme par quelques opportunistes politiques »

BARBARA POMPILI, MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, LE 28 MAI 2021

17,3 %
de l'électricité
est d'origine éolienne en France en 2020. Soit la troisième source de production.
SOURCE : RTE BILAN ÉLECTRIQUE 2020

EN MER, L'ONG SEA SHEPHERD DÉNONCE UN « ÉCOCIDE »

Surtout connue pour ses opérations coup de poing en mer, l'ONG Sea Shepherd se positionne de façon plus inattendue contre le développement d'éoliennes le long des côtes françaises. Dans un dossier intitulé « Projets français d'usines éoliennes en mer : une bombe à retardement écologique », l'organisation, qui se présente comme une *« ONG de défense de l'océan »* assume la nécessité d'agir *« face à une menace imminente d'une ampleur telle qu'elle hypothèque l'avenir de la vie marine côtière. »* Selon sa présidente, Lamya Essemlali, *« Au prétexte de lutter contre le changement climatique, les promoteurs de l'industrie éolienne en mer se voient accorder des passe-droits qui seraient refusés à n'importe quelle autre industrie. Ils agissent comme un véritable rouleau compresseur autorisé à détruire le littoral ; et l'État, en les soutenant, se rend coupable d'un écocide. »*

Éoliennes et nucléaire : les poli affichent leurs divisions

Faut-il stopper le nucléaire ? Développer les énergies renouvelables ? Le débat s'invite dans la campagne.

SERVICE POLITIQUE

ÉCOLOGIE Cinquante nuances de vert. Au lendemain du second tour de la primaire des écologistes, à la veille de la présidence française de l'Union européenne et à l'aube de l'élection de 2022, les questions environnementales s'invitent dans le débat public. Notamment celles qui ont trait au nucléaire – sujet clivant s'il en est –, sur lequel la classe politique peine à adopter un discours nuancé. Depuis son entrée en campagne, en 2017, Emmanuel Macron lui-même cherche le bon ton. Récemment, c'est en marge d'un déplacement en Polynésie française, fin juillet, que le chef de l'État a longuement précisé sa pensée. *« La France a une chance, quand on parle d'émissions de gaz à effet de serre, c'est le nucléaire »*, a-t-il tranché dans une interview à Franceinfo. Avant d'appeler dans la foulée à *« développer encore le renouvelable »*, en *« accélérant »* sur *« la biomasse, la géothermie, le solaire et l'éolien »*. *« Pour nous, ce n'est pas l'un ou l'autre. Il faut les deux, à la fois le nucléaire et les énergies renouvelables. On sait qu'elles vont être un fort enjeu de campagne »*, abonde un conseiller de l'exécutif.

Un énième « en même temps », sur lequel l'Élysée souhaite avancer en bonne intelligence avec les acteurs concernés. D'abord ceux qui, au gouvernement, défendent des lignes divergentes, comme l'ex-LR Bruno Le Maire (Économie, Finances et Relance) et l'ex-EELV Barbara Pompili (Transition écologique). Mais aussi les collectivités locales et territoriales, parfois réticentes. *« (Il y a) des tensions qui naissent parce que certaines de nos régions, les Hauts-de-France notamment, ont beaucoup construit d'éoliennes »*, a-t-il ainsi relevé. *« Je pense qu'il faut, comme partout, écouter »* et *« améliorer la concertation locale. (...) Il ne faut tomber dans aucune caricature, il y a des endroits où on pourra encore faire des projets d'éoliennes parce qu'ils sont adaptés et pertinents, il y a des endroits qui sont déjà bien dotés et où il n'y a pas de consensus et donc, oui, il faudra nous-mêmes construire des stratégies alternatives »*, a-t-il acté, toujours depuis Papeete. *« Il y a indéniablement des territoires plus chargés que d'autres, l'enjeu va être de chercher un rééquilibrage »*, complète-t-on à Matignon.

« Politique nationale du paysage »

Il faut dire que, parmi les principaux ténors de la droite et du centre – notamment les candidats à la présidentielle –, l'éolien suscite de la prudence au mieux, de la défiance au pire. Pour Xavier Bertrand, le développement de cette énergie doit relever d'un choix de société. Le président ex-LR des Hauts-de-France dénonce *« l'anarchie actuelle »* marquée par les démarches de quelques promoteurs profitant des difficultés *« d'un certain nombre de communes ou parfois d'agriculteurs »*. L'ancien ministre prône une *« politique nationale du paysage »* et le développement de l'éolien à l'image de ce qui se fait dans les pays d'Europe du Nord.

Pour sa part, Valérie Pécresse n'affiche aucune opposition de principe, mais elle estime que des conditions doivent être posées. Elle juge important notamment d'associer les habitants aux décisions d'implantation et défend l'idée d'édicter des zones de protection des espaces naturels remarquables et des zones de pêche. Plus largement, la présidente de la région Île-de-France plaide pour une France *« zéro carbone »* en 2050 et le développement d'une *« stratégie volontariste d'indépendance énergétique »*.

Michel Barnier, enfin, estime quant à lui que l'éolien détruit les paysages. Il milite pour les alternatives comme l'énergie biomasse ou solaire en proposant de sortir du *« nucléaire honteux »* du gouvernement actuel, qui a fermé Fessenheim. L'ancien négociateur du Brexit relancerait donc le programme nucléaire avec une première étape d'au moins six réacteurs pour permettre à la France de *« devenir la première puissance neutre en carbone »*. Parallèlement, il croit aussi à la nécessité de mener un combat à Bruxelles pour inclure le nucléaire dans la liste des énergies susceptibles de bénéficier de financements verts.

La candidate soutenue par le Rassemblement national a de longue date pris les « moulins à vent » pour cible. Lors des dernières régionales, ses candidats ont chacun souligné durant leur campagne la *« faible efficacité »* énergétique, le caractère souvent *« peu démocratique »* de leur implantation comme les conséquences en termes de souveraineté de la multiplication des bases d'éoliennes dans le pays. *« Les éoliennes sur terre ou en mer n'ont plus leur place dans notre pays »*, clamait Marine Le Pen dans une tribune publiée dans *Le Figaro* en juin dernier, trois mois après avoir défendu un projet de référendum sur l'environnement proposant leur interdiction pure et simple.

Chez les écologistes, les éoliennes sont évidemment considérées comme un sujet majeur. Le candidat des Verts, Yannick Jadot, a répété tout au long de la primaire qu'il était favorable au développement de cette énergie. *« Il faut de l'éolien,*

Le premier ministre, Jean Castex, s'est rendu sur le chantier d'assemblage du futur parc éolien marin, le 28 août, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).
ESTELLE RUIZ/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

L'image de l'éolien se dégrade fortement en France

L'ÉNERGIE éolienne est loin de faire l'unanimité. Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting, réalisé pour *Le Figaro*, ils sont une majorité de Français (63 %) à la voir d'un bon œil. Mais ce pourcentage est à nuancer : en deux ans, ce sont 17 points d'opinion positive qui ont été perdus par l'éolien tandis que parallèlement le nucléaire a gagné 17 points. Pour la première fois, une majorité de Français (51 %) a une vision positive du nucléaire.

Sans grande surprise, c'est à gauche de l'échiquier politique que l'on trouve le plus de partisans de l'éolien. Les sympathisants d'Europe Écologise-Les Verts en sont ainsi les premiers soutiens (84 %). Mais c'est aussi le cas du côté des socialistes (75 %) et de La France insoumise (72 %). Les affidés de l'éolien rejettent avec presque autant d'ardeur l'énergie nucléaire. Résultats inverses chez les partisans du centre, de la droite et du Rassemblent National. Seulement 53 % des sympathisants des Républicains soutiennent l'énergie éolienne, alors qu'ils sont 72 % à avoir une bonne image de l'atome.

Non seulement l'éolien ne plaît pas à tout le monde, mais son image s'est nettement dégradée en quelques années, contrairement à celle du nucléaire, qui ne cesse de s'améliorer. En décembre 2019, seuls 39 % des Français approuvaient cette énergie aujourd'hui fortement contestée. Ils sont désormais 51 %. Le nucléaire est notamment perçu par la population comme étant plus efficace sur le plan énergétique. Ce serait également une source d'énergie sur laquelle la France est le plus en avance sur ses voisins. Enfin, l'impact du nucléaire sur la beauté des paysages est perçu comme moindre que celui des éoliennes.

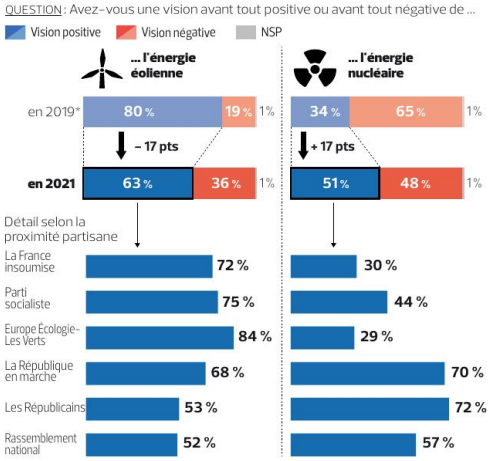
Rejet générationnel

C'est d'ailleurs en partie pour une raison esthétique que les Français sont majoritaires (53 %) à ne pas vouloir d'une éolienne à côté de chez eux. Mais ce rejet est avant tout générationnel : les sympathisants de droite et les plus de 65 ans se font les opposants les plus farouches ; 25 % des seniors souhaitent même l'arrêt pur et simple de cette technologie, contre seulement 3 % des moins de 25 ans. Autant d'éléments qui mènent l'opinion publique à vouloir ralentir la cadence de développement. Seuls 39 % des sondés estiment qu'il faudrait poursuivre *« au rythme actuel »*. Marqué par ses risques sur l'environnement, le nucléaire est tout de même perçu comme une énergie du passé, plus effrayante que son alternative renouvelable. ■ **J. C.**

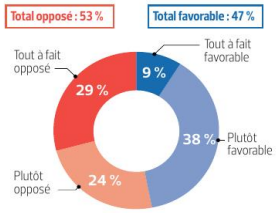
« Les sympathisants de droite et les plus de 65 ans se font les opposants les plus farouches de l'éolien »

Les Français et l'énergie éolienne

QUESTION : Avez-vous une vision avant tout positive ou avant tout négative de ...



QUESTION : Si vous appreniez qu'une éolienne allait être installée à côté de chez vous, seriez-vous favorable ou opposé à cette décision ?



* Sondage Odoxa pour le MEDEF, réalisé en décembre 2019

tiques

on est dramatiquement en retard en France», plaide-t-il fréquemment. Un sujet sur lequel la candidate socialiste, Anne Hidalgo, s'est toujours montrée plus discrète. Si elle a visité, il y a quelques jours, le parc éolien public de Montdidier, qu'elle a d'ailleurs qualifié de «*modèle en matière de politique énergétique*», la candidate socialiste n'a jamais clairement énoncé ses ambitions en la matière. Le candidat de La France insoumise, qui a pourtant longtemps plaidé pour l'installation d'éoliennes en mer, est désormais plus mesuré. «*Personne ne dit qu'on va mettre des éoliennes partout, ce n'est pas vrai. (...) J'ai changé, j'ai étudié, j'ai regardé*», a-t-il notamment expliqué lors de son débat avec Éric Zemmour sur BFMTV. ■

QUESTION : L'énergie éolienne se situe désormais en 3e position derrière le nucléaire et l'hydraulique et la puissance cumulée des éoliennes est appelée à doubler avant 2030. Vous, personnellement, pensez-vous qu'il faut continuer à développer l'énergie éolienne à ce rythme, qu'il faut encore accélérer son développement, qu'il faut le ralentir ou qu'il faut le stopper ?

Il faut encore **accélérer le développement** de l'énergie éolienne
26 %

Il faut **poursuivre** le développement de l'énergie éolienne **à ce rythme**
39 %

Il faut **ralentir le développement** de l'énergie éolienne
20 %

Il faut **stopper le développement** de l'énergie éolienne
15 %

ODOXA BACKBONE CONSULTING
LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 28 et 29 septembre 2021. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération stratification par région et catégorie d'agglomération.

À Oléron, un «non ferme et définitif» au parc offshore

FABIEN PAILLOT
SAINTES (CHARENTE-MARITIME)

À La Cotinière, port oléronais, les mareyeurs et les petits patrons de pêche redoutent «*une privatisation de la mer*» au bénéfice du seul projet éolien. PASCALE GUERET/SHUTTERSTOCK

UN VENT de fronde souffle sur La Cotinière, port oléronais où s'affairent près de 350 marins-pêcheurs et autant de mareyeurs. «*Pourquoi détruire ce plateau nourricier ? Pour si peu d'énergie produite ? Sèche, merluchon, encornet, sole, merlu... Cette zone regroupe un nombre impressionnant d'espèces*», souffle Delphine Neau, armatrice du *Yann Devi II*. Son inquiétude, partagée par toute une profession, porte un nom : le «parc éolien en mer au large de la Nouvelle-Aquitaine». La localisation de ce projet se veut en réalité beaucoup plus précise et concerne une zone de 300 km² située en face de l'île d'Oléron, en Charente-Maritime. Ce jeudi débute officiellement un «grand débat» sous l'égide de la Commission nationale du débat public (CNDP). Populations, élus et associations sont appelés à s'exprimer sur ce sujet explosif jusqu'au 30 janvier.

Les enjeux s'avèrent considérables autant que symboliques : l'État esquisse, dans une bande située entre 10 et 30 km des côtes, un projet d'une puissance comprise entre 500 et 1 000 MW, au cœur d'une zone Natura 2000 et du Parc naturel marin (PNR) de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis. Jusqu'à 60 éoliennes de 250 m de hauteur pourraient ainsi être implantées sur l'un des axes de passage les plus importants au monde pour les oiseaux migrateurs. Un second parc éolien de 1 000 MW pourrait voir le jour, projet qui sera également discuté lors de cette consultation publique. Le ministère de la Transition écologique – le maître d'ouvrage –, le ministère de la Mer ainsi que Réseau de transport d'électricité (RTE) envisagent de lancer leurs appels d'offres dès 2022.

Les marins-pêcheurs n'ont pas attendu ce débat pour se positionner. «*C'est un non ferme et définitif. À l'unanimité de nos membres et même de nos suppléants*», tranche Johnny Wahl, le premier vice-président du comité régional des pêches (CRPMEM) de Nouvelle-Aquitaine. Cet été, cette structure professionnelle, représentant 529 navires et près de 2800 marins-pêcheurs, a pris publiquement position sur le sujet et «*rejette avec fermeté le développement de parcs éoliens*» au large de l'île d'Oléron, comme sur toute la façade sud-atlantique. «*C'est une catastrophe environnementale : dès la construction, durant la phase d'exploitation, mais aussi lors du démantèlement des éoliennes que personne ne maîtrise aujourd'hui*», résume Johnny Wahl, lui-même pêcheur à la palangre et propriétaire de *L'Oiseau bleu* amarré au port de La Cotinière.

> **«C'est une catastrophe environnementale : dès la construction, durant la phase d'exploitation, mais aussi lors du démantèlement des éoliennes que personne ne maîtrise aujourd'hui»**
> JOHNNY WAHL, PÊCHEUR

Armateurs et petits patrons de pêche redoutent «*une privatisation de la mer*» au bénéfice du seul projet éolien. «*L'emplacement prévu ne pouvait pas être pire. Des Vendéens, des gars d'Arcachon et même des Bretons viennent pêcher dans cette zone très riche. Mais comment ferons-nous demain ? Partout ou presque en Europe, il est interdit de pêcher dans les parcs offshore pour des raisons évidentes de sécurité*», abondent Delphine Neau et Johnny Wahl. Autre argument avancé par la profession : les émissions sonores générées par ces éoliennes pourraient gêner et repousser la faune marine bien au-delà du périmètre du parc. «*Les ports charentais de La Cotinière, de Royan et de La Rochelle représentent la moitié de la production de la Nouvelle-Aquitaine. Nous parlons aussi de sécurité alimentaire*, explique Johnny Wahl. *Je ne remets pas en cause la sincérité des organisateurs de ce débat, mais, à la fin, c'est toujours l'État qui décide, et ça sera une belle arnaque.*»

Les élus oléronais, quant à eux, ont radicalement changé d'opinion sur le sujet. Approchés dès 2015 par des industriels, conviés «*à des centaines de réunions*» et même à visiter un parc éolien offshore en Angleterre, ils avaient fini par se prononcer en faveur d'un projet de 500 MW. Mais aucun appel d'offres n'a jamais été lancé par l'État. «*À l'époque, tout le monde y était favorable, mais le gouvernement n'a pas suivi. Aujourd'hui, c'est l'inverse, et l'État voudrait nous l'imposer. C'est débile*», estime Christophe Sueur, le maire de Saint-Pierre-d'Oléron, dont dépend La Cotinière.

Cet élu a longtemps défendu l'emploi favorisé par un tel projet, allant jusqu'à critiquer les écologistes «*toujours dans le postulat et l'interdiction*». Mais Christophe Sueur dit s'être «*instruit*» depuis et dénonce la méthode gouvernementale : «*Aucune étude d'impact sur l'environnement n'a encore été publiée sur ce projet de parc éolien. On nous demande de nous positionner sans aucune donnée, c'est impensable !*» Maire du Château-d'Oléron et président de la Communauté de communes de l'île d'Oléron, Michel Parent partage ce constat : «*Nous avons le sentiment d'avoir été trompés. L'État a changé d'avis, de projet, et a donné un coup de canif dans le contrat moral.*»

«*Échaudé*», cet élu interroge le choix géographique de l'implantation du parc : «*Pourquoi Oléron ? Il existe des zones moins fréquentées, moins touristiques, au large de la Nouvelle-Aquitaine.*» Un avis partagé par le collectif citoyen Nemo (Non à l'éolien marin à Oléron) fondé en 2016. «*Nous sommes favorables aux énergies renouvelables mais farouchement opposés à ce projet, notamment en raison de sa localisation. En pleine zone Natura 2000, c'est incompréhensible*», juge Alain Daubigné, l'un de ses membres, installé à Saint-Pierre-d'Oléron. Comme un gage donné à leurs concitoyens, les élus oléronais refusent aujourd'hui toute notion de compensation financière. «*Nous ne vendrons pas notre âme au diable. L'État serait maladroit de proposer une carotte financière. Même si elle est énorme, cela ne modifiera en rien notre choix*», promettent Christophe Sueur et Michel Parent. ■

La crise énergétique met à mal la stratégie du tout-renouvelable

L'envolée des prix de l'électricité en Europe souligne le danger de la dépendance au gaz.

2 030
parcs éoliens raccordés au réseau français
SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, MAI 2021

GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui

DÉBUT septembre, le Royaume-Uni a été lâché par Eole. L'*« Arabie saoudite de l'éolien offshore »*, tel que l'ambitionne Boris Johnson dans ses discours, n'avait plus de vent. Les éoliennes de la mer du Nord ne tournaient plus. Dans un contexte déjà extrêmement tendu sur les marchés de l'électricité, les prix ont flambé. En quelques semaines, deux fournisseurs ont fait faillite. Depuis la rentrée, c'est toute l'Europe, et pas seulement le Royaume-Uni, qui voit le prix de l'électron voler de record en record, pour des raisons qui dépassent de loin le seul manque de vent.

L'Europe est actuellement traversée par ce que les Anglo-saxons appellent une *« tempête parfaite »*. Une reprise économique très forte, couplée à un manque de gaz et à une hausse inédite du prix des quotas d'émissions de CO_2 sur le marché européen contribue à faire perdre la raison au d'ordinaire très discret marché de l'électricité. *« Le gaz vaut 67 euros le mégawattheure, plus de deux fois plus que d'habitude à la même époque »*, s'étrangle un industriel français de l'énergie. La Norvège ne parvient pas à accélérer sa production de gaz pour répondre à la demande européenne. Quant à la Russie, un de nos plus gros fournisseurs, elle joue une partie géopolitique très coûteuse pour les consommateurs européens en restreignant les quantités de gaz acheminées par ses gazoducs. Au total, la flambée du prix du gaz explique 80 % de l'envolée des prix de l'électricité. Les 20 % restants sont dus à la montée logique du prix des quotas d'émissions de CO_2, dont le nombre va être réduit.

Certains, en Allemagne ou en Belgique, diront que c'est bien la preuve qu'il faut se passer davantage encore des hydrocarbures en les remplaçant par les énergies renouvelables. Certes, le développement rapide de l'éolien et du solaire a fait reculer la production des centrales au charbon en Allemagne et en France ces dernières années *(voir l'infographie ci-dessous)*. Mais cette stratégie montre déjà ses limites. *« Si l'Europe disposait d'encore plus de renouvelable, cela atténuerait quelque peu*

> **« L'Europe défend encore une stratégie beaucoup trop axée sur le gaz pour remplacer le charbon et gérer la variabilité de l'éolien et du solaire »**
> NICOLAS GOLDBERG, DE COLOMBUS CONSULTING

l'impact de la flambée du prix du gaz, sans l'éliminer pour autant, note Nicolas Goldberg, de Colombus Consulting. *Car l'Europe défend encore une stratégie beaucoup trop axée sur le gaz pour remplacer le charbon et gérer la variabilité de l'éolien et du solaire. »*

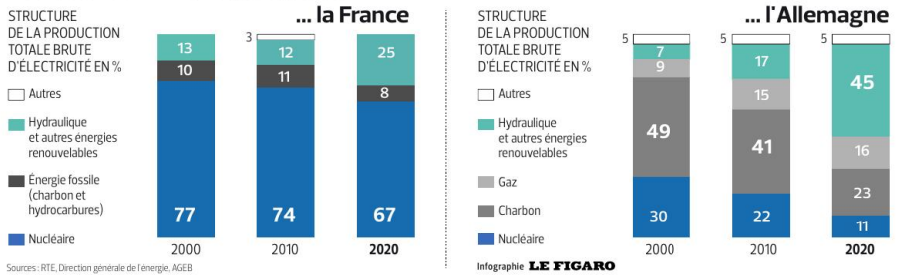
La crise actuelle sonne donc comme un avertissement, au moment où la Commission européenne hésite à exclure l'énergie nucléaire des énergies *« vertes »*, sous la pression des États membres hostiles à l'atome. *« Les événements actuels sur les marchés énergétiques invalident totalement la stratégie allemande de tout miser sur le gaz, aux cotés des renouvelables intermittentes, et de tuer le nucléaire »*, considère un haut fonctionnaire français. Les pays sans une base de production électrique stable comme l'atome, que ce soit l'Espagne, l'Italie ou le Royaume-Uni, subissent de plein fouet la hausse des prix. De l'autre côté des Alpes, les prix aux particuliers augmenteront de 30 % ces prochaines semaines, et ce malgré les aides déversées par le gouvernement. Sans celles-ci, les prix flamberaient de 45 %.

De la vapeur s'échappe des tours de la centrale à charbon de Jänschwalde, près de Cottbus, en Allemagne, derrière des éoliennes. PAWEL KOPCZYNSKI/REUTERS

Si les prix demeurent aussi élevés d'ici la fin de l'année sur les marchés européens de l'électricité, le tarif régulé d'EDF augmentera d'environ 10 % en février prochain. C'est beaucoup, mais moins qu'ailleurs. Les Français peuvent remercier leurs aînés. Le parc nucléaire historique, construit à la suite du plan Messmer pour les protéger contre la flambée des marchés des hydrocarbures des années 1970, joue toujours son rôle de bouclier. Un tiers de l'électricité produite par les 56 réacteurs d'EDF est vendue à 42 euros par mégawattheure, plus de deux fois moins cher que le prix de marché actuel. De quoi atténuer les hausses de facture pour les particuliers et les entreprises.

Les Britanniques ont bien compris l'intérêt du nucléaire. En parallèle du fort développement de l'éolien en mer du Nord, ils ont lancé un programme de construction de réacteurs. Le premier, l'EPR qu'EDF construit à Hinkley Point, devrait entrer en fonction en 2026. ■

Évolution du mix énergétique de...



Sources : RTE, Direction générale de l'énergie, AGEB
Infographie LE FIGARO

LA COLÈRE DE VENT DES MAIRES

Collectif d'élus *« opposés à l'implantation abusive et autoritaire d'éoliennes »*, Vent des maires, lancé par deux édiles ruraux, agit pour que *« la parole soit redonnée aux maires face à l'éolien »*. Aujourd'hui soutenu par plus de 600 conseillers municipaux, parlementaires, conseillers territoriaux, personnalités et associations, le collectif continue à recenser sur son site internet les *« paroles de maires »*, dont beaucoup *« montrent la détresse de certaines communes, en proie à un harcèlement régulier des industriels, avec hélas parfois la complicité de services de l'État »*. En juin dernier, Vent des maires avait écrit une lettre ouverte au chef de l'État, remise en main propre par Stéphane Bern.

En Allemagne, la filière de l'éolien cherche un nouveau souffle

DAVID PHILIPPOT @DavPhilippot
BERLIN

D'ABORD, les chiffres. Sont implantées, selon l'association fédérale des énergies du vent (BWE), 31109 éoliennes sur le territoire allemand : 29 608 sur terre et 1501 en mer du Nord et dans la Baltique. En 2020, la production d'électricité issue de la force du vent a progressé de 4,6 % par rapport à 2019. C'est minime par rapport aux débuts de la transition énergétique post-Fukushima, quand l'accélération se faisait à deux chiffres, mais cela a permis à l'Allemagne d'atteindre un objectif d'étape. L'année dernière, les énergies renouvelables ont représenté la première source d'énergie produite sur son territoire, dont un quart (25,6 %) fourni par l'éolien. L'éclaircie, pour les défenseurs du climat, aura été de courte durée puisque le charbon est repassé en tête au cours du premier semestre 2021. Autant dire que c'est un coup d'arrêt sérieux aux ambitions allemandes en la matière : 65 % du mix électrique devant provenir de sources renouvelables d'ici 2030.

Plusieurs facteurs expliquent cette contre-performance mais le plus déterminant a été... la météo. Selon un rapport de Destatis, *« c'est dû à un premier trimestre 2021 pauvre en vent, au cours duquel on a produit 32,4 % d'énergie éolienne de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente »*. Les conditions météorologiques dites extrêmes sont donc nécessaires pour garantir une production élevée d'énergie éolienne. Mais le facteur décisif est bien le manque de fiabilité à moyen terme des énergies alternatives, en raison de conditions météorologiques à long terme. Un facteur d'incertitude dans un pays qui doit abandonner l'énergie nucléaire l'an prochain et l'exploitation du charbon d'ici à 2038.

Compensation financière

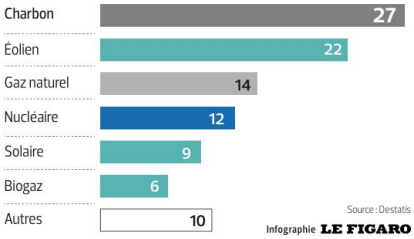
Comme en France, la construction des éoliennes se heurte aux obstacles juridiques et administratifs. Dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), dirigé par le CDU Armin Laschet en coalition avec les libéraux du FDP, l'obligation d'une distance de 1 kilomètre entre les moulins à vent et les habitations a freiné les projets d'installation. Des recherches menées par l'association Greenpeace ont également établi que des lobbyistes avaient constitué des réseaux pour s'opposer à toute construction. Comme l'association Bundesinitiative Vernunkraft, qui regroupe 920 initiatives citoyennes. Sur le principe, l'expert de Greenpeace, Karsten Smid, n'a rien contre une action en justice : *« Il est légitime que les personnes concernées s'opposent aux éoliennes au niveau local, mais il s'agit ici d'un lobby organisé de tireurs de ficelles ayant des liens étroits avec les industries du charbon et de l'aluminium.*

Gênés aux entournures par les conflits dans leur clientèle électorale, entre les défenseurs du climat et les protecteurs des animaux menacés par les pâles des éoliennes, les « Grünen » indiquaient dans leur programme qu'ils souhaitaient peupler d'éoliennes 2 % du territoire. Preuve qu'ils ne sont pas prophètes en leur pays, le seul Land qu'ils dirigent, le Bade-Wurtemberg, n'a installé que douze éoliennes l'an dernier. Pour relancer le processus, les écologistes misent sur une compensation financière. La députée Julia Verlinden s'explique : *« Afin de contrer la résistance au niveau local, nous prévoyons d'accorder aux municipalités une part obligatoire des revenus des parcs éoliens. Avec ces revenus, ces municipalités peuvent, par exemple, construire des crèches ou financer une piscine locale. Des expériences positives menées en NRW montrent que le soutien à l'énergie éolienne augmente de manière significative de cette façon. »* Une étude de l'institut ZEW évalue entre *« 10 000 et 13 000 euros par éolienne »* le montant de taxe professionnelle supplémentaire dans les caisses des communes.

Comme en France, la solution pourrait provenir du grand large. Le BWE a établi que les éoliennes en pleine mer garantissent une production aussi régulière d'énergie que le charbon. Problème pour l'Allemagne : les investissements sont aussi coincés dans la « pétole » : seuls 15 mégawatts doivent être construits d'ici à 2030, et 20 d'ici à 2040. C'est la seule forme d'énergie éolienne qui pourrait fournir de l'électricité dans ce pays, avec un certain degré de fiabilité, lorsqu'elle est nécessaire. Mais s'il y a une accalmie générale, comme ce fut le cas au premier trimestre de cette année, cela ne sera pas d'une grande utilité. L'Allemagne devra donc importer davantage d'électricité à l'avenir. Ce qui, compte tenu de la demande d'électricité « verte », signifie également que l'Allemagne pourrait parfois être approvisionnée en énergie nucléaire en provenance des pays d'Europe de l'Est ou de la France. En 2020, la balance des échanges entre les deux pays penchait en faveur de l'Allemagne (+ 15 kWh en 2020) mais elle devrait, selon les experts, s'inverser avec l'arrêt du nucléaire. ■

Le charbon redevient la première source d'énergie en Allemagne

RÉPARTITION DES SOURCES D'ÉNERGIE EN ALLEMAGNE, en %, au 1er semestre 2021



Source : Destatis
Infographie LE FIGARO